



Investir stratégiquement pour protéger les femmes des effets climatiques au Burkina Faso

Par Boureima SAWADO, Aminata ZONG-NABA, Nadège M. TIENDREBEOGO, Agnès OUEDRAOGO, Adama NIKIEMA, Izompin Sarra B. BAZIE

Messages clés

- Les chocs liés aux changements climatiques sont néfastes aux activités économiques des hommes et des femmes au Burkina Faso, mais l'impact sur l'incidence de la pauvreté et la valeur ajoutée est plus important parmi les femmes que les hommes.
- Parmi les options de politiques identifiées comme permettant de neutraliser les effets économiques néfastes des chocs climatiques, notamment sur la pauvreté féminine, les auteurs recommandent de privilégier l'orientation des investissements vers le développement de l'irrigation et des routes rurales.

Changement climatique, production alimentaire, pauvreté et inégalités au Burkina Faso

Entre 1969 et 2014, la sécheresse a affecté plus de 12 millions d'individus – sur plusieurs générations – au Burkina Faso. En 2016, 28 000 personnes étaient touchées par les inondations. De tels chocs ont des effets néfastes sur les activités économiques, et tout particulièrement les activités agricoles.

Les changements climatiques menacent non seulement la quantité et la stabilité de la production alimentaire issue de l'agriculture au Burkina Faso, mais aussi le système de production dans son ensemble, ainsi que les services qu'il fournit. Ces effets affectent aussi bien les hommes que les femmes, mais ces dernières résistent moins bien face aux chocs climatiques – notamment vu leur plus faible propension à migrer.

La situation économique et sociale du Burkina Faso est aussi généralement peu reluisante, y compris en matière d'équité des genres. Plus de 40% de la population vit toujours sous seuil de pauvreté, et le revenu per capita moyen est de 1 335 dollars pour les femmes contre 1 871 dollars pour les hommes. Aussi, seulement 8.2% des femmes sont détentrices de terres, contre 45.5% des hommes, et 20% de la population – environ 3.5 millions d'habitants – sont en situation d'insécurité alimentaire.

Si rien ne change, les chocs induits par les changements climatiques entraîneront une augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, et de la mortalité au pays.



Image : UN Photo/John Isaac

Depuis 2015, le plan national d'adaptation (PNA) aux changements climatiques du gouvernement a permis l'intégration de mesures d'adaptation dans les politiques sectorielles. Les objectifs du PNA sont multiples : de la protection des piliers de la croissance économique à celle des ressources en eau et des écosystèmes, en passant par la garantie de la sécurité alimentaire et la protection de la population contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

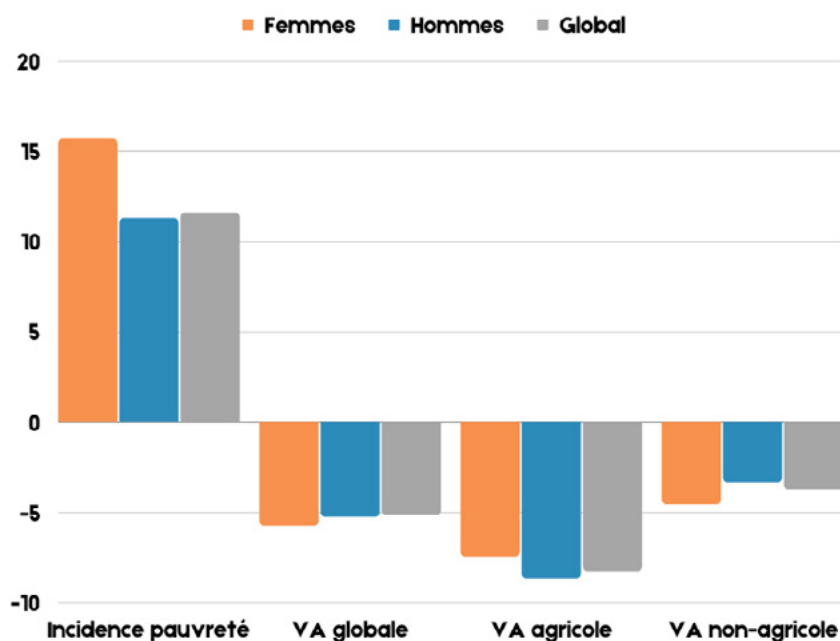
Toutefois, les résultats atteints jusqu'ici sont limités; la productivité agricole reste faible, tout comme le revenu par tête. De plus, les axes d'intervention ne contiennent aucune mesure spécifique pour la réduction des inégalités de genre.

Perspective genre de l'impact économique du changement climatique au Burkina Faso

L'analyse des effets économiques induits par les chocs climatiques au Burkina Faso (voir la section « Projet de recherche) révèle que :

- Les changements climatiques contribuent à augmenter l'incidence de la pauvreté au pays de 11,6% - et surtout parmi les femmes, avec une augmentation de 15.7% (contre 11.3% pour les hommes).
- La baisse des rendements des cultures réduit la valeur ajoutée tant dans le secteur agricole que non agricole. Si l'impact direct est plus important pour les hommes dans le secteur agricole, on constate que, une fois transmis au secteur non-agricole, l'effet net moyen est relativement plus défavorable aux femmes (avec une diminution de 5.7% de la valeur ajoutée, contre 5.2% pour les hommes).

Impact du changement climatique sur la pauvreté et la valeur ajoutée au Burkina Faso – en %



Les options de politiques

Sur la base de la littérature agro-économique, mais aussi de la pratique dans le cadre des politiques économiques du Burkina Faso – notamment le Plan national de développement économique et social (PNDES), le Programme national du secteur rural (PNSR), et du Plan national d'adaptation (PANA) – les auteurs ont identifié cinq mesures alternatives potentielles pour l'adaptation au changement climatique :

1. L'investissement dans les activités de **recherche et développement** visant le développement des variétés de cultures tolérantes à la sécheresse ;
2. L'investissement dans l'**extension en agriculture** par la mise en place de systèmes d'alerte précoce à la sécheresse et de formations en pratiques d'agriculture durable;
3. Le **développement du système d'irrigation**;
4. Le **développement des routes rurales**;
5. La **subvention aux intrants et équipements agricoles**.



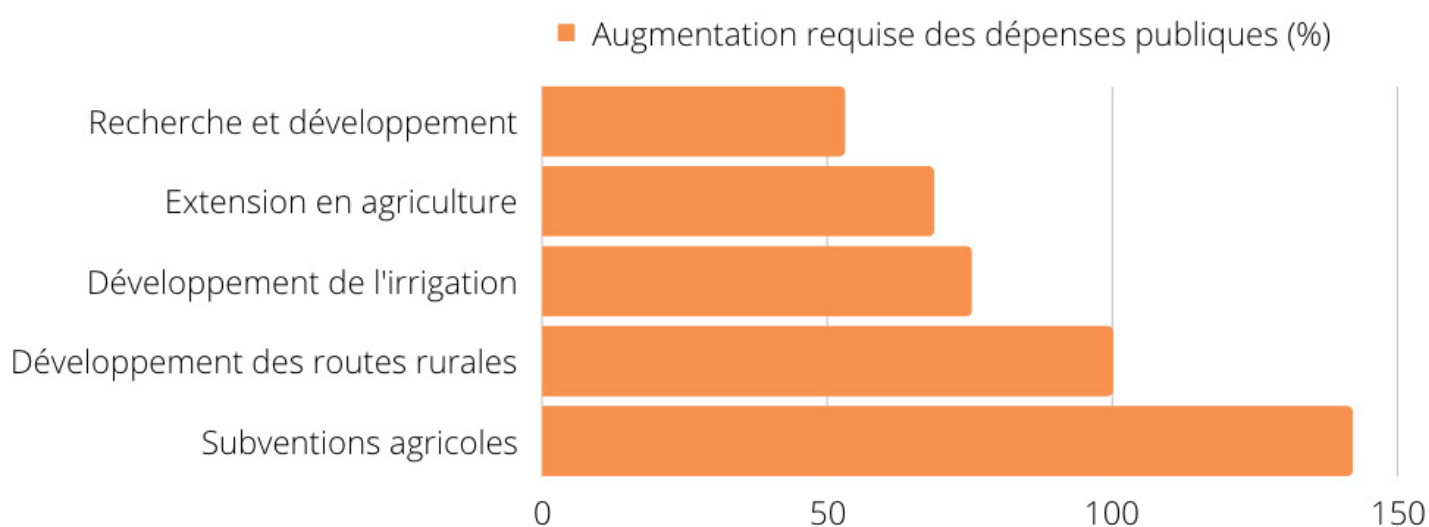
Principaux Résultats

Les résultats des simulations réalisées par les auteurs démontrent que **la mise en œuvre de l'une ou l'autre de ces stratégies permettrait d'annuler les effets néfastes du choc climatique** – à la fois sur la pauvreté et la valeur ajoutée globale de l'économie. Les résultats obtenus avec le **développement de l'irrigation et celui des routes rurales** sont toutefois légèrement plus important au niveau de la réduction de la pauvreté, globale et féminine.

Les simulations suggèrent également qu'au final, les retombées de tels investissements pourraient non seulement affecter positivement la valeur ajoutée dans le secteur agricole, mais seraient aussi relativement plus bénéfiques pour les femmes – vu leur plus faible propension à migrer – que les hommes.

Toutefois, la mise en œuvre de telles mesures représente des coûts énormes pour le budget de l'État. Les résultats suggèrent que, **pour en arriver à neutraliser les effets négatifs des changements climatiques sur la pauvreté et l'économie, il faudrait une augmentation significative des dépenses publiques dans les secteurs concernés.**

La valeur de l'investissement requis varie selon la politique envisagée. Elle est représentée ci-dessous en termes de **pourcentage d'augmentation en fonction de la valeur actuelle des dépenses publiques dans chacun des secteurs** – tel qu'estimé dans les scénarios des simulations réalisées par les auteurs:



Conclusions et feuille de route

Considérant à la fois le coût de la mise en œuvre, et l'impact relatif des différentes options de politique sur le bien-être de la population, **les auteurs recommandent de privilégier le développement des routes rurales et de l'irrigation.**

Cette recommandation s'appuie également sur le fait qu'il s'agit d'investissements à long terme, qui peuvent contribuer à faire face aux aléas liés aux activités agricoles.

Les auteurs recommandent enfin de tirer profit de l'élaboration des politiques devant succéder au PNDES et au PNSRII pour l'intégration de ces propositions dans la définition des orientations et plans d'action à venir.

Projet de recherche

Cette étude utilise un modèle d'équilibre général calculable micro-simulé et sexospécifique pour analyser les impacts socio-économiques potentiels des chocs climatiques dans l'agriculture.

Le modèle est calibré avec la matrice de comptabilité sociale sexospécifique du Burkina Faso de 2013. Cette MCS initiale est construite par le ministère de l'agriculture et des aménagements hydroagricole et rendue sexospécifique par Souratié et al. (2019).



Canada

Ce document présente une synthèse des résultats d'un projet soutenu par le PEP dans le cadre du programme PAGE II (2016-2021), en appui aux initiatives et capacités locales pour l'analyse de politiques liées à la croissance, l'emploi et l'égalité des genres dans les pays en développement.

Le projet de recherche **MPIA-20419** a été financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour plus d'information sur les résultats scientifiques de l'étude, veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la série [PEP working papers](#).

Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PEP.